

La seconde partie a trait à l'énergie et je me demande si le premier ministre a l'intention d'en discuter, vu surtout que nos réserves établies au cours des dix dernières années au Canada sont passées de 23 à 60 trillions de pieds cubes et que les États-Unis ont besoin d'énergie et de commerce.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne puis que répéter que je ne peux divulguer ni l'ordre du jour ni les points qui le composeront, principalement parce qu'il n'a pas encore été établi. Je ne puis que répéter ce que j'ai dit au chef de l'opposition et c'est que la Maison Blanche m'a informé qu'on voulait discuter en général d'entretiens internationaux et bilatéraux. Il est possible que nous soulevions alors la question.

LES PROCHAINS ENTRETIENS TRUDEAU-NIXON—LE CAS DES TOURISTES CANADIENS VOYAGEANT AUX ÉTATS-UNIS

M. S. Perry Ryan (Spadina): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Le gouvernement a-t-il provisoirement accepté d'élever le plafond de \$24 sur les achats libres de taxe effectués par les touristes canadiens aux États-Unis afin de se rapprocher des allocations accordées par les Américains aux Canadiens, et cet accord sera-t-il officialisé lors de la visite que va rendre le premier ministre à Washington?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, cela n'a pas été décidé, mais, si tel était le cas, je pense qu'il serait bien peu sage de ma part de le dire à la Chambre au cas où nous voudrions utiliser cela comme un atout lors de nos négociations avec les États-Unis. Il semble déraisonnable de la part de l'opposition de demander au gouvernement de poser cartes sur table et de perdre ainsi tous les atouts pouvant servir à la négociation.

M. l'Orateur: Le leader de l'opposition a une question supplémentaire. Mais je voudrais d'abord prendre la liberté d'attirer l'attention des députés sur le fait que de nombreuses questions supplémentaires vont être posées et qu'il faudra les limiter bientôt. Pour le moment, la présidence a donné la parole au leader de l'opposition.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES DISPOSITIONS DE SAUVEGARDE DE L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE ET LES ALLOCATIONS TOURISTIQUES—LES PROPOS DU MINISTRE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je voudrais demander au très honorable premier ministre si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures exposait la politique gouvernementale lorsque, selon le *Toronto Star* d'aujourd'hui, il a dit que le Canada était prêt à abandonner les clauses de sauvegarde de l'Accord sur l'automobile pendant deux ans et à augmenter les allocations touristiques.

• (3.50 p.m.)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures m'a fait savoir qu'il n'a jamais rien dit de pareil. Il n'a pas été cité fidèlement par le *Toronto Star*. Il dit que de tels sujets avaient été abordés, mais il n'est pas allé plus loin;

il a dit qu'ils étaient à l'étude mais qu'aucune décision n'avait été prise et qu'aucune assurément n'avait été annoncée par lui.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE ET LA PUBLICATION DU RAPPORT GRAY

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au très honorable premier ministre. Étant donné les difficultés qu'il a lui-même soulignées concernant la publication et l'impression du rapport Gray, pourrait-il, avant la publication de cette étude, faire une déclaration de politique gouvernementale afin de mettre un terme aux incertitudes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LES TOURS DE CONTRÔLE DU QUÉBEC—LE BIEN-FONDÉ DES CRAINTES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Étant donné qu'il y a environ un mois, à la Chambre, on a signalé au ministre des Transports que le président de l'Association des contrôleurs de trafic aérien, M. Campbell, s'inquiétait beaucoup de l'usage du français dans certaines tours de contrôle du Québec, l'honorable ministre serait-il en mesure de nous dire si les craintes de M. Campbell étaient fondées ou s'il s'agissait simplement d'une nouvelle de petite importance?

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, vendredi dernier j'ai eu, comme en ont convenu les deux parties dans une déclaration publique, une réunion très utile et très fructueuse avec les représentants de l'Association des contrôleurs aériens. Cette question a été étudiée à fond. Je pense que je peux faire rapport à la Chambre sur deux points. Je peux d'abord dire que la politique du bilinguisme, telle qu'elle a été annoncée au sujet des contrôleurs aériens, ne met aucunement en jeu la sécurité, et, deuxièmement, qu'il ne s'agit pas d'un abandon de la politique gouvernementale à l'égard du bilinguisme.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIURES

LES PROCHAINS ENTRETIENS TRUDEAU-NIXON—LE PARTAGE DE LA PRODUCTION ET DE L'ACHAT D'ARMEMENTS

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question, qui fait suite à celle du chef de l'opposition, a trait aux entretiens que le premier ministre pourrait avoir avec le président des États-Unis sur la question des armements et de la défense à frais partagés.